

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDREAULYS (EX SMAROV)

HYDREAULYS
12 rue Mansart
78000 Versailles

Références : 2024/RUM
Code AIOT : 0006512747

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement HYDREAULYS (EX SMAROV) implanté RD 30 7 Avenue de Villepreux 78210 Saint-Cyr-l'École. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des JOP 2024, une inspection inopinée a été réalisée le matin avec la DTT 78 avec une partie en salle et une visite terrain de la zone 8. Un exercice incendie inopiné a été réalisé dans un deuxième temps avec l'inspection ICPE et le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDREAULYS (EX SMAROV)
- RD 30 7 Avenue de Villepreux 78210 Saint-Cyr-l'École
- Code AIOT : 0006512747
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine d'épuration Carré de Réunion :

Le syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS a en charge la gestion de l'usine d'épuration Carré de Réunion implantée sur les communes de Saint-Cyr-l'Ecole et de Bailly, dans le département des Yvelines.

L'usine est actuellement exploitée en délégation de service public par la SEVESC, filiale du groupe SUEZ EAU FRANCE.

Cette usine traite les eaux des communes de Versailles (pour le bassin Versant Ouest), le Chesnay, Saint-Cyr-l'Ecole, Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury, Bailly, Rocquencourt, Montigny-le-Bretonneux et Trappes pour une capacité épuratoire de 340 000 EH.

Localisation de l'usine d'épuration Carré de Réunion :

L'usine d'épuration Carré de Réunion est localisée sur les communes de Saint-Cyr-l'Ecole et de Bailly, à proximité immédiate de l'autoroute A12, de l'aérodrome de Saint-Cyr, de la ferme de Gally et du parc du château de Versailles.

Le site, composé de différentes filières de traitement (file eau, file boues, file air, ouvrages de biogaz, ...), s'étend sur 11 ha.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 PFAS
- Équipement sous pression
- Stratégie de défense incendie

Lors de notre venue, l'exploitant nous informe que depuis la nuit du 1 au 2 mai, la station d'épuration fonctionne en mode dégradée suite à un problème d'automatisme qui impacte la file eau. Par mail du 2 mai 2024, l'exploitant précise que du biogaz a été torché de 3h33 à 4h37 et de 10h48 à 11h55 le 2 mai 2024. L'utilisation de la torchère est la conséquence d'un problème d'automatisme qui a touché une partie de l'usine entraînant un défaut de communication entre l'automate et les équipements.

Les volumes torchés ont été évalués par l'exploitant : 423 m3 de 3h33 à 4h37 et 427 m3 de 10h48 à 11h55, soit un total de 850 m3 de biogaz torché.

D'après l'exploitant, ce défaut d'automatisme n'a généré aucun déversement dans le milieu naturel. Au vu de la situation, **l'inspection rappelle que conformément à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 18/04/2013, l'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus** du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rejet de biogaz rentre dans cette obligation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant JOP 2024 :

L'exploitant indique qu'au niveau régional, une cellule avec un référent a été mise en place. Actuellement, l'exploitant mentionne être en cours de réflexion.

Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection des ICPE avant le 30 juin :

- * l'organisation de la station en précisant la continuité d'activité qui est mise en place,
- * l'organisation de livraison des produits chimiques (pas de stockage supplémentaire autorisé),
- * l'organisation d'évacuation des boues,
- * la sûreté qui sera mise en place

De plus, il est recommandé d'anticiper autant que possible les contrôles/maintenance des moyens de détection et de protection incendie ainsi que des installations électriques.

Concernant l'action PFAS :

Les installations du site relèvent de la nomenclature des ICPE définies à l'annexe de l'art R 511-9 du code de l'environnement dont au moins une rubrique relève des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement.

Suite à la publication de cet arrêté, l'exploitant devait réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement.

Or, sauf erreur de notre part, l'exploitant n'a pas effectué les recherches de substances per- et

polyfluoroalkylées dans ses effluents aqueux, ou n'a pas transmis les résultats des analyses.

Un courrier de relance a été adressé à l'exploitant le 13 mars 2024.

Aussi, afin de respecter les dispositions dudit arrêté, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre par voie électronique (par l'intermédiaire de l'application GIDAF), les résultats commentés au plus tard le 30 juin 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.6.7	Demande d'action corrective	1 mois
5	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.7	Demande d'action corrective	1 mois
7	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 6-III	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe de direction est nouvelle depuis début 2024 et s'approprie au fur et à mesure les spécificités et l'historique du site. **Il est important que l'exploitant informe officiellement la Police de l'eau (DDT 78) et l'inspection ICPE (DRIEAT) de ces changements d'interlocuteurs, en précisant les coordonnées postales et électroniques, les numéros de téléphone et en identifiant clairement les fonctions de chaque interlocuteur.**

Lors de l'inspection, il a été **rappelé à l'exploitant que le site est soumis à la législation IOTA et ICPE et que l'ensemble des services doit être tenu informé des suites données aux inspections, des projets de modifications / évolutions et de tout incident/accident.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 -Article 7.2.3 localisation des risques</u> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosive, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.7 PLANS</u> Un plan schématique conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure de fluides et des commandes d'équipements de sécurité est apposé à proximité de l'entrée du site, au niveau du poste de surveillance de la station d'épuration et à proximité de l'entrée des bâtiments importants. Une série de plans de l'établissement, dont le plan d'intervention incendie, est remise à Monsieur l'Officier, Commandant le Centre de Secours de Montigny-le-Bretonneux, Antenne Prévision dès la mise en service des installations.
Constats : L'exploitant dispose de plans généraux (plan des principaux dangers / plan général des ouvrages / plan de sécurité) qui ne sont pas tous cohérents notamment au niveau de la localisation des zones à risques (zone ATEX pas toutes marquées). De plus, lors de la visite de terrain au niveau de la zone 8, il s'avère que les plans qui se situent au niveau de chaque local et qui doivent permettre de localiser les dispositifs de protection, de coupures ou de commandes ne sont pas à jour et ne sont cohérents avec les équipements en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera que l'ensemble des plans qui sont nécessaires soient à jour et tous cohérents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des installations de boues séchées
Prescription contrôlée : <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.3.8 PROPRETE :</u> L'ensemble des installations est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Les locaux abritant les installations de séchage de boues, les installations de transfert des boues séchées vers les capacités de stockage, ainsi que l'aire de chargement des camions d'expédition des boues séchées, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières. Les locaux sont débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.
Constats : La zone 8 qui a été inspectée est relativement propre et ne présente pas de matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer la fréquence des nettoyages ou de nous présenter une consigne organisationnelle qui la précise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra la consigne organisationnelle permettant de s'assurer que la fréquence de nettoyage des locaux de la zone 8 a bien été prise en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès pompiers
Prescription contrôlée : <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.3.1 Accès et circulation dans l'établissement :</u> [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les bâtiments abritant les installations classées sont accessibles aux services d'incendie et de secours par des voies [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.9 ACCES DES SECOURS EXTERIEURS</u> Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont, en permanence, maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant dispose des 2 accès pompiers, des voies de circulation en bon état et dégagées. Les locaux de la zone 8 sont accessibles aux SDIS. L'ensemble de l'établissement est clôturé selon les engagements de l'exploitant pris dans son étude de danger (EDD). Un gardien est présent au niveau de l'accès principal. Lors de l'inspection, il a été constaté que le second accès pompiers est inaccessible en raison d'importants travaux extérieurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les 2 accès pompiers sont libres et accessibles en toute circonstance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.6.7 dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées</u> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, est collecté grâce à un ou des bassins de confinement ou d'autres dispositifs équivalents dont les volumes sont au minimum de : * 16 000 m3 et 565 m3 pour les installations en rive droite du ru de Gally ; * 630 m3 pour les installations en rive gauche du ru de Gally. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Il a été constaté que les 3 bassins ne sont pas des bassins de confinement mais des bassins paysagers et de régulation des eaux pluviales : ils ne sont pas étanches. Le bassin de 565 m3 a été testé dans le cas du scénario incendie réalisé dans la zone 8. Il s'avère que 2 vannes manuelles d'obturation sont présentes. Cependant, la clé en T pour les manoeuvrer n'est pas à proximité. Le sens de rotation pour ouvrir ou fermer ces vannes n'est pas précisé. De plus, la matérialisation localisant ces 2 vannes n'est pas visible sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection, le planning de travaux pour réaliser l'étanchéité des 3 bassins de confinement ou, le cas échéant, les éléments permettant de justifier que les bassins actuels sont constitués d'une couche suffisamment imperméable pour éviter une pollution du sol. L'exploitant installe à proximité le T pour manoeuvrer rapidement les vannes d'obturation et indique le sens de rotation pour ouvrir ou fermer ces vannes ainsi qu'une matérialisation localisation des vannes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.71 Définition générale des moyens :</u> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.3 Entretien des moyens d'intervention :</u> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.4 PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION :</u> Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre. <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.5 RESSOURCES EN EAU :</u> La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux d'incendie de 100 mm normalisés conformes à la norme NF S 61-213, piqués directement sans passage par by-pass, sur une canalisation assurant au niveau de trois poteaux d'incendie fonctionnant en simultané un débit de 3000 litres par minutes sous une pression de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les poteaux d'incendie sont implantés en respectant les distances suivantes : 100 m au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par des chemins praticables par deux sapeurs pompiers tirant un dévidoir ; 150 m au maximum entre chaque hydrant par les voies de desserte ; 5 m au plus des bords de la chaussée. [...] <u>AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - ARTICLE 7.7.8 MOYENS D'ALERTE</u> Afin de permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie, un ou plusieurs téléphones reliés au réseau public est ou sont accessibles en permanence

AP n°2013108-0008 du 18/04/2013 - Article 4.1.3 réseau d'eau incendie :

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Constats :

Il a été constaté qu'au niveau de la zone 8, les moyens de détection et de protection incendie ne sont pas tous référencés et ne sont pas forcément répertoriés sur les plans qui sont affichés à l'entrée de chaque local.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté que les dispositifs de détection, de protection incendie et les diffuseurs d'alarmes de la zone 8 sont en bon état et vérifiés annuellement. Ils sont facilement accessibles. Toutefois, le reparage des moyens de protection incendie peut être amélioré. Souvent, un repérage existe mais n'est pas forcément placé judicieusement de manière à être vu.

Le registre sécurité de la zone 8 n'a pas été contrôlé.

Un étiquetage de port de masques spécifiques au risque ammoniac est présent au niveau de la zone 8 mais l'exploitant mentionne qu'il n'y a plus la nécessité d'avoir ce type de masques puisque le personnel dispose de détecteurs 4 gaz. Il convient que l'exploitant recense, pour l'ensemble du site, les zones où le port du masque ou équivalent est nécessaire, forme le personnel à ce port de masques et en affiche clairement la consigne. Les affichages qui n'ont plus d'être doivent être enlevés.

Il a été constaté que les poteaux incendie (PI) internes au site sont sur le réseau d'eau industrielle. L'exploitant précisera les modalités de fonctionnement de ces PI.

Il indique que l'ensemble des PI est contrôlé et testé régulièrement.

L'exploitant transmettra les 2 derniers contrôles de l'ensemble des PI internes et externes du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- * Référencer dans les locaux, l'ensemble des moyens de détection et de protection incendie
- * Répertorier sur les plans qui sont affichés à l'entrée de chaque local, l'ensemble de moyens de détection et de protection incendie
- * Améliorer le repérage des moyens de protection incendie pour qu'ils puissent être vu rapidement
- * Recenser pour l'ensemble du site, les zones où le masque ou équivalent est nécessaire. L'exploitant forme le personnel à ce port de masques et affichera clairement la consigne. Les affichages qui n'ont plus d'être doivent être enlevés.
- * Transmettre les 2 derniers contrôles de l'ensemble des PI internes et externes du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : Un plan schématique conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure de fluides et des commandes d'équipements de sécurité est apposé à proximité de l'entrée du site, au niveau du poste de surveillance de la station d'épuration et à proximité de l'entrée des bâtiments importants. Une série de plans de l'établissement, dont le plan d'intervention incendie, est remise à Monsieur l'Officier, Commandant le Centre de Secours de Montigny-le-Bretonneux, Antenne Prévision dès la mise en service des installations.
Constats : Un exercice incendie inopiné a été réalisé sur le site de Carré de Réunion le 2 mai 2024. La zone concernée est la zone 8, au niveau du bâtiment des boues et des matières de curage. Lors de l'exercice, il a été testé le déclenchement de l'alarme et de l'alerte, l'évacuation et le rassemblement du personnel dans les zones dédiées, les équipiers de premières intervention du site et le confinement des eaux d'extinction incendie. Il en ressort que l'exploitant a de bons réflexes mais que le personnel n'utilise pas les documents à sa disposition (plan incendie, plans de réseaux, check-list ou déroulé de la situation, ...). De plus, à la demande de l'inspection, les détecteurs d'incendie ont été testés mais ne se sont pas déclenchés. Il en est de même avec les déclenchements manuels d'urgence. L'exploitant a "tapé" 3 bornes d'urgence avant que l'alarme ne retentisse, avec un retard important. En attendant le retentissement de l'alarme, l'évacuation a débuté en appelant les référents de chaque zone pour faire évacuer le personnel vers les 2 zones de rassemblement (une à l'entrée du site, au niveau du gardien, l'autre au niveau du second accès pompiers vers le bâtiment administratif de la zone 9). Il a été remarqué que le second accès n'était pas accessible dû à la présence d'un chantier extérieur important bloquant complètement ce passage. En sachant que, dans le scénario envisagé, le feu n'a pas pu être maîtrisé par les équipiers de premières intervention (personnel interne au site), un appel au SDIS a été réalisé. L'alerte qui a été donnée au SDIS n'a pas été claire et aucune indication sur le fait que c'était un exercice n'a été transmise. De plus, quand les services de secours sont arrivés, un bus scolaire gênait l'accès principal nécessaire pour le passage des camions du SDIS. Le responsable du site (exploitant) étant parti dans le bâtiment administratif pour réaliser des actions de mise en sécurité liées à l'exercice (coupure de courant, coupure de ventilation, fermeture des vannes du bassin de confinement, ...) personne n'a accueilli les pompiers. Les camions du SDIS sont restés un moment à l'extérieur à attendre que l'exploitant revienne. Aucune check-list des actions de mise en sécurité n'a été réalisée et nous ne pouvons nous référer qu'aux dires de l'exploitant ou des personnes interrogées. Il en ressort que les informations sont disparates, pas forcément cohérentes entre les personnes interrogées et ne peuvent pas être

considérées comme fiables.

Du personnel de la station a été chercher la manivelle en forme de T pour aller fermer les 2 vannes du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie de la zone sinistrée. Le délai pour fermer ces vannes est long par rapport au scénario : une pollution aurait eu le temps de s'écouler.

Lors de la demande par le SDIS, l'exploitant a été en mesure de transmettre l'orientation et la force du vent.

L'exercice a démarré à 14h05 et a fini à 15h14.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- * utiliser les documents à sa disposition (plan incendie, plans de réseaux, check-list ou déroulé de la situation, ...).
- * vérifier que les détecteurs d'incendie et les déclencheurs manuels d'urgence sont bien tous opérationnels et permettent de déclencher l'alarme rapidement (sans temporisation)
- * réfléchir en fonction du scénario, si les 2 zones de rassemblement doivent ou peuvent être utilisées
- * rendre accessible le second accès pompiers, situé au niveau du bâtiment administratif de la zone 9
- * réaliser une bonne communication et faire le lien avec les différents acteurs (accueillir les pompiers, réaliser une bonne alerte, transmission claire des actions de mise en sécurité réalisées)
- * vérifier les conditions d'accès des pompiers et donner si nécessaire les directives au poste de garde
- * vérifier si le temps nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie est compatible avec un scénario d'incendie (en vérifiant surtout le délai de mise en oeuvre)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer la liste des ESP
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra la liste des ESP conformément à l'arrêté ministériel du 20/11/2017
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois